Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 38 (1946)
Heft: 6

Artikel: L'Autriche et le destin de l'Europe
Autor: Rimensberger, E.-F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384466

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

38me année | Juin 1946 | No 6

L'Autriche et le destin de l'Europe

Par *E.-F. Rimensberger*

On peut dire, sans pour autant porter un jugement politique, que l'Autriche, dès l'instant où le sentiment d'une solidarité européenne est apparu, a toujours été étroitement liée au destin de l'Europe, plus encore qu'elle l'a largement déterminé: de la date fameuse du 15 juillet 1683, où les armées de nations les plus diverses arrêtèrent la marche des Turcs sous les murs de Vienne dans une bataille qui marqua le commencement de la décadence ottomane, jusqu'au jour historique de 1806, où Napoléon obligea l'empereur François Ier à abandonner la couronne du Saint-Empire romain germanique; de l'attentat du 28 juin 1914 contre l'archiduc François-Ferdinand, qui marqua le début de la première guerre mondiale, jusqu'à l'effondrement de la monarchie bicéphale, le 11 novembre 1918; de la débâcle de la « Wiener Kreditanstalt », qui donna le signal de la grande crise économique des années trente, jusqu'au 13 mars 1938, qui ouvrit l'ère des conquêtes hitlériennes et du grand Reich allemand et « millénaire »; du 9 avril 1945, date de l'entrée des Russes à Vienne, au 4 juin 1946, où Bevin fit devant le Parlement britannique cette déclaration mémorable: « *Rien ne contribuerait davantage à renforcer notre confiance dans la paix* qu'une déclaration par laquelle la Russie accepterait de régler en commun avec ses alliés le problème autrichien, le problème italien et celui du Danube lors de la prochaine conférence des ministres des affaires étrangères. »

Si les Balkans ont été pendant des siècles la poudrière de l'Europe, il faut convenir que c'est à Vienne qu'ont été préparées les allumettes nécessaires à l'explosion, mais à l'explosion d'autres poudrières aussi. La maison de Habsbourg, avant de céder presque sans lutte ce rôle peu glorieux à la Prusse, a été mêlée à tous les conflits dynastiques et politiques de l'Europe, elle s'est attachée à contrecarrer tous les plans d'hégémonie... de nature à

compromettre la sienne. Il est donc naturel que le but de tous ceux qui nourissaient de telles ambitions et forgeaient de tels plans était avant tout d'abattre la monarchie autrichienne. La lutte contre la maison de Habsbourg devint en quelque sorte, par l'automatisme du jeu politique, un dogme pour toutes les puissances qui tendaient à la suprématie en Europe. Avec l'aveuglement qui est le propre des dogmatiques, on continua de s'acharner sur cet Etat — d'une structure originale entre toutes — alors qu'il était déjà en pleine décomposition, alors qu'il était devenu impuissant. Par un paradoxe dont l'histoire est coutumière, on laissa en revanche toute liberté de mouvement à un jeune impérialisme, qui se révéla autrement dangereux par la suite. En effet, on laissa libre cours à l'ambition des électeurs de Brandebourg, aux maîtres de la seconde des marches qui avaient été instituées au début du moyen âge pour protéger contre les entreprises des Slaves et des Hongrois le Saint-Empire romain germanique, ces marches qui devinrent, comme on peut le lire dans les manuels d'histoire, des « Etats guerriers et conquérants ».

Pour certains esprits simplistes, la Prusse est la cause de toutes les guerres, elle porte la responsabilité de toutes les catastrophes mondiales. Il conviendrait pourtant de rappeler que la puissance de la Prusse est l'œuvre des Etats qui la rendent responsable de tout. (Constatation qui ne diminue en rien, par ailleurs, sa responsabilité!)

Bien que les guerres de Frédéric II aient révélé avec une évidente clarté les ambitions de la Prusse, cela n'a pas empêché les grandes puissances, lors du congrès de Vienne, de confier à ce parvenu la « garde du Rhin », qui était depuis des siècles l'apanage de l'Autriche, c'est-à-dire de céder au gouvernement de Berlin la plus grande partie de la Rhénanie, de lui remettre l'arme même avec laquelle il n'a cessé jusqu'à aujourd'hui de menacer la paix mondiale. Après la guerre de 1866, la Prusse victorieuse obligea l'Autriche, alors abandonnée de tous, à accepter par le Traité de Prague — qui aurait dû alors servir d'avertissement — la dissolution de la Confédération germanique (laquelle n'était pas organisée en vue de la guerre) et une nouvelle structure de l'Allemagne, mais sans participation de l'Autriche. On connaît les conséquences de ce traité.

Les Allemands, ou tout au moins une grande partie d'entre eux, peuvent faire valoir qu'ils ont déjà attiré très tôt l'attention sur les dangers dont l'accroissement de la puissance prussienne menaçait l'Europe, sur l'aveuglement que les adversaires de l'impérialisme allemand ont dû payer au prix de deux guerres mondiales. En 1848, l'année de la « révolution », l'Assemblée nationale de Francfort, après avoir ergoté sans fin sur la question de savoir si la Prusse devait être absorbée par l'Allemagne ou celle-ci par celle-là, se prononça en fin de compte pour cette dernière solu-

tion. *Or, cette décision, si lourde de conséquence, dont est sortie finalement l'idée de la « Grande Allemagne » et le régime national-socialiste, n'a été prise qu'à une faible majorité, au hasard du jeu démocratique, par l'Assemblée de Francfort!* Même la popularité de Frédéric II, l'apport décisif de la Prusse à la guerre de libération contre Napoléon n'étaient pas parvenus à étouffer chez la plupart des Allemands le sentiment que c'était à l'Autriche — alors fatiguée et déjà peu « dynamique » — qu'il appartenait de réaliser l'unité allemande. L'aile gauche des révolutionnaires de 1848 partageait cette manière de voir. Mais, nationalistes et centralisateurs, ces milieux de gauche espéraient que les nations qui n'étaient pas allemandes se détacheraient de la Monarchie autrichienne, ce qui aurait automatiquement pour effet un rattachement de l'Autriche allemande à l'Allemagne. Même une personnalité telle que Julius Fröbel — qui n'était pas du même avis — préconisait une confédération formée par l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie et les nations slaves du Sud et dont la capitale eût été Vienne. Fröbel justifiait son plan en relevant — ce qui ne manque pas de piquant — que si les conceptions des hommes de gauche étaient réalisées, la Russie porterait ses frontières jusqu'aux portes de Vienne.

On sait ce qui est advenu depuis. A l'issue de la première guerre mondiale — à la suite du « complexe » antiautrichien que nous avons dénoncé plus haut — on a mis infiniment plus d'acharnement à détruire l'Autriche-Hongrie qu'à réduire à l'impuissance l'ennemi numéro un: l'Allemagne prussienne. Mais par cette constatation, nous ne nous rangeons pas pour autant parmi les gens qui considèrent que l'anéantissement de la monarchie bicéphale a été la plus grave des erreurs commises par les Alliés à la fin de la première guerre mondiale. *Le démembrement de l'Autriche-Hongrie était depuis longtemps inévitable.* L'apparition d'Etats nationaux et des nationalismes — cette maladie des temps modernes — avait fait de cet effondrement une nécessité historique. En revanche, il aurait fallu — et l'erreur capitale des Alliés c'est de l'avoir négligé — remplacer les liens *politiques* qui unissaient les nations de l'ancienne monarchie par les liens *économiques,* créer, par l'union économique des Etats successeurs un bloc économique viable, cela non seulement dans l'intérêt des pays qui en eussent fait partie, mais aussi dans l'intérêt de l'Europe, de l'idée paneuropéenne.

Talleyrand, qui n'était pas aussi cynique que d'aucuns le représentent, n'a-t-il pas dit que si la Monarchie danubienne n'existait pas il faudrait l'inventer? Transposée en termes modernes, interprétée conformément à nos besoins et aux *nécessités économiques,* cette boutade signifie que la liquidation politique de l'Autriche-Hongrie n'impliquait qu'une seule et unique alternative: le *rattachement de l'Autriche à l'Allemagne* ou la *création d'une fédération danubienne* dont le centre — étant donné la né-

cessité d'assurer l'existence économique de l'Autriche et vu le rôle joué antérieurement par ce pays — eût très bien pu être Vienne. Objectivement, rien ne s'opposait à ce que Vienne et l'Autriche conservassent leur fonction historique de plaque tournante, de lieu de transit entre les productions complémentaires, industrielles de l'Ouest et agricoles de l'Est. Si l'on avait tenté, avec la prudence et la suite des idées qui étaient nécessaires, de réaliser cette solution, on aurait peut-être prévenu la seconde guerre mondiale; en effet, celle-ci n'a-t-elle pas été provoquée, autant que par la situation qui est résultée de la grande crise économique, *par le besoin allemand d'expansion, lequel est en premier lieu une conséquence de l'erreur commise par les Alliés en négligeant cette solution?* Les échanges complémentaires entre l'Est et l'Ouest, les « deux Europes », pour reprendre une formule de Francis Delaisi, acceptée et défendue par les syndicats, ne devinrent pas réalité. Ce sont avant tout les *puissances d'argent intéressées au commerce d'outre-mer qui ont empêché cette solution européenne.*

Vienne, tête sans corps, tête hydrocéphale, n'était pas viable. L'Autriche n'était pas viable. Elle dépendait des aumônes de la Société des Nations; de même qu'elles ne créaient pas alors de possibilités de travail pour leurs chômeurs et se contentaient de leur verser des secours, les puissances occidentales ont préféré, pour l'Autriche, cette seconde solution — solution de facilité — à la première. Parallèlement, on s'appliquait à calmer les peuples des Balkans en recourant à des « recettes politiques » et à des « transactions financières ». Leurs granges étaient pleines à craquer, mais leurs peuples avaient faim. Et faut-il ajouter que la politique des Dolfuss, celle aussi des « politiciens » balkaniques, n'était guère propre à arranger les choses. Quant au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, ou éventuellement une union douanière avec ce pays, les Alliés, alors que ce rapprochement aurait encore pu contribuer à renforcer la République de Weimar, la démocratie et le pacifisme, s'y opposèrent pour des « raisons politiques », jusqu'à ce qu'il fût trop tard et que l'« Anschluss » fut devenu une machine de guerre.

Mais toutes les constructions artificielles ne durent que tant que quelqu'un accepte d'entretenir la façade derrière laquelle tout est déjà poussière. Mais que l'on renonce à ce luxe, et tout s'écroule. Il suffit de deux mémorables séances de nuit du Parlement autrichien pour détruire l'illusion et pour montrer au monde entier que, pendant des années, l'économie des pays danubiens n'avait fonctionné que grâce à l'argent — à l'argent des spéculateurs d'outre-mer surtout — que l'on y avait injecté par le canal de l'Autriche. L'effondrement de la « prosperity for ever » aux Etats-Unis, puis le retrait massif des capitaux placés en Autriche (et en Allemagne) déclenchèrent la crise économique mondiale et mirent en mouvement la fatale machinerie nationale-socialiste.

Et pourtant, par la production d'armements, cette machinerie créa le travail dont on n'avait fait que parler pendant dix ans, le degré d'emploi que l'on aurait pu atteindre *par des moyens pacifiques* si l'on avait su organiser systématiquement et rationnellement l'économie européenne.

Les deux articles de Martin Burkhardt que nous publions ici dressent le bilan de ces erreurs. L'Autriche est dans une situation plus précaire que jamais; et l'on comprend que les pays danubiens, qui ont été pendant des années les jouets du capitalisme international, ne croient guère aux nouvelles promesses des puissances occidentales.

Maintenant qu'il est bien tard, peut-être trop tard, les hommes d'Etat et les milieux qui ont déterminé et déterminent encore le destin de l'Europe commencent à s'intéresser passionnément à ce destin. Churchill, qui n'ignore aucune des causes du présent état de choses, déplore aujourd'hui que la « zone russifiée » s'arrête non pas à l'Oder, mais à l'Elbe; il y voit « une chose terrible pour l'histoire européenne ». Mais c'est peut-être plus tôt qu'il aurait fallu penser à ces dangers; quant à nous, nous avons déjà attiré il y a longtemps l'attention sur cette issue probable de la « magnifique victoire ». Et Churchill ajoute que le rideau impénétrable tendu de la Baltique à l'Adriatique cache d'immenses territoires, dérobe à nos yeux les capitales de l'Europe de l'Est et du Centre, *d'anciens Etats dans lesquels vit presque un tiers de la population européenne. Nous ajouterons que des rideaux ont été tirés des deux côtés et que, des deux côtés, un tel état de choses engendre fatalement la méfiance, que celle-ci durera tant que continueront de s'affronter deux mondes aussi incapables de se combiner que le feu et l'eau: le monde du capitalisme insatiable et sans scrupule et le monde de l'U. R. S. S., lequel ne peut, par définition, faire confiance à son partenaire occidental et qui doit, partant, assurer ses arrières, pratiquer, comme on dit, un « impérialisme rouge »*. Mais ce qui importe, c'est de définir de quel côté du « rideau » la guerre a été *traditionnellement* considérée comme une continuation de la politique par d'autres moyens, de quel côté, *pour des raisons de politique intérieure*, on a considéré la paix comme la pierre angulaire d'un monde fondé sur des principes nouveaux.

Une coopération pacifique sera-t-elle possible lorsque l'U.R.S.S. se sera assurée des glacis suffisants, que l'Europe aura été divisée en deux parties par une ligne allant de Stettin à Trieste? Mais que serait alors l'Europe, qu'en resterait-il? Serait-elle encore viable? Ces deux tronçons, ce ne serait pas les « deux Europes » complémentaires qu'entrevoyait Delaisi. Le partenaire agricole, les pays de l'Est, serait éliminé. Et quelles en seraient les conséquences? Quelques chiffres extraits des statistiques de la Société des Nations et relatifs aux besoins de gros bétail pour l'année 1935

répondront à cette question. L'Europe — qui, à ce moment, était encore loin de se préoccuper d'économie dirigée, mais qui se contentait de faire « de la politique » (au plus mauvais sens du terme) dans les Balkans et ailleurs — disposait alors d'un surplus d'exportation de 1 122 400 têtes de bétail; elle en avait consommé 1 014 700 têtes, dont 925 300 dans les dix pays industriels seulement. Le continent pouvait donc couvrir ses propres besoins; il aurait été possible, par une entente internationale, d'écouler assez facilement l'excédent sans que les pays producteurs ne se livrent à une concurrence inutile et coûteuse. Parmi les pays producteurs participant à cette entente auraient dû figurer en premier lieu les Etats balkaniques, dont la production agricole était fortement excédentaire.

Quelle serait la situation si l'on devait cesser de compter sur les livraisons balkaniques, sur celles de l'Est de l'Allemagne et des régions situées au delà de la ligne Stettin-Trieste? Les Etats anglo-saxons, fortement industrialisés, autoriseraient-ils alors les pays de l'Europe occidentale à payer avec des produits industriels les denrées alimentaires que ces derniers devraient se procurer outre-mer — les régions de l'Est leur étant fermées? Les Anglo-Saxons ne tenteront-ils pas, bien plus, d'obliger l'Europe occidentale à absorber leurs articles manufacturés, comme les offensives de leur industrie d'exportation le donnent à penser? C'est alors seulement que l'on comprendra — bien un peu tard — l'avantage qu'il y aurait eu à coordonner les productions complémentaires de l'Est et de l'Ouest.

Et pourrait-on encore parler de l'Europe comme d'une entité économique organique? Notre continent risque de devenir une sorte de hinterland, une sorte de marche du monde anglo-saxon et éventuellement le nouveau champ de bataille où s'affronteront deux blocs. Il peut aussi n'être plus — et cette éventualité doit être considérée objectivement — qu'un espace ouvert à la marche traditionnelle de l'histoire d'Est à l'Ouest, que l'hinterland de peuples dont l'économie repose sur des principes nouveaux, d'une économie ayant un caractère complémentaire plus prononcé par rapport à l'Europe occidentale parce qu'elle sera en mesure de compenser nos livraisons de produits industriels par des produits agricoles et des matières premières, c'est-à-dire de réaliser l'état de choses qui aurait pu être atteint avant la seconde guerre mondiale par une coopération avec les peuples balkaniques.

L'Autriche, sur les ressources de laquelle on ne sait absolument rien, dont l'appareil économique a été raflé par les uns et par les autres, l'Autriche, qui occupe aussi une position politique particulière, sera-t-elle de nouveau le poids qui fait pencher la balance des destins européens? Bevin l'a donné à entendre en disant que *rien* ne contribuerait davantage à assurer la paix qu'un problème autrichien résolu à la satisfaction de tous. Mais il a

ajouté qu'il ne pouvait accepter que l'U. R. S. S. s'arroge le droit de maintenir des lignes de communications militaires avec la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie; cela nous oblige à constater qu'il ne paraît pas être très au clair sur les changements qui sont intervenus dans les pays balkaniques. Il faut aborder ces problèmes avec beaucoup de tact et de compréhension, d'autant plus que les puissances occidentales, après les expériences faites entre les deux guerres mondiales, ne jouissent plus d'un très grand crédit moral dans les pays danubiens. Quoi qu'il en soit, la déclaration de Molotov nous paraît très plausible:

> D'ailleurs la question du commerce et de la navigation danubienne a déjà été examinée à plusieurs reprises par la conférence des ministres des affaires étrangères. De l'avis de la délégation soviétique, *il n'est pas possible d'étudier et de trancher cette question sans la coopération des Etats danubiens* si l'on désire vraiment entretenir des relations amicales avec eux. Le problème du régime de la navigation danubienne concerne en premier lieu les Etats riverains et l'on ne peut pas le résoudre par des traités de paix conclus séparément avec certains pays danubiens seulement. Il n'est pas logique que certaines puissances qui ne sont pas baignées par le Danube s'arrogent le droit de dicter leur volonté aux Etats danubiens. Ces remarques s'appliquent également à un régime danubien qui ne tiendrait pas compte des intérêts des Etats riverains et en particulier des pays danubiens alliés (Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

Si les Alliés, comme cela a été malheureusement le cas entre les deux guerres mondiales, sont incapables d'avoir une vue d'ensemble et s'ils continuent à faire de la « politique ancien style », leurs efforts sont condamnés d'avance. Les Alliés doivent éviter tout ce qui pourrait engager Molotov à faire, non sans raison, des déclaration du genre de celle-ci: « Lors des travaux d'élaboration des traités de paix, une tendance dangereuse pour les pays affaiblis par la guerre est apparue. En effet, le capitalisme anglo-saxon a notamment tendance à soumettre à son influence l'économie des grands et des petits Etats et à faire de l'« aide économique à ces pays » un instrument de sa politique. »

En fait, il faut éviter, comme l'a relevé Bevin dans son discours du 4 juin, de faire une « politique de puissance, une politique unilatérale », *et cela des deux côtés, mais surtout du côté où le « potentiel » est le plus élevé — et ce n'est certainement pas l'U. R. S. S.* Ce n'est que de cette manière que l'on aura quelque chance de combler le « fossé » qui s'est creusé entre l'Est et l'Ouest, ce fossé dont on parle tant aujourd'hui et dont Bevin a dit que, s'il n'était pas comblé, « la paix ne serait pas plus durable que celle de 1918 ».

Combien le rôle de l'Autriche dans cette évolution peut être décisif et combien dangereux apparaît déjà le jeu de la « grande politique », c'est ce qui ressort d'une déclaration d'un expert capitaliste, lequel reconnaît, consciemment ou inconsciemment, nous ne pouvons en juger, que la méfiance russe est justifiée:

> L'Autriche était la pierre de touche qui devait permettre de mesurer la faculté d'adaptation de la Russie. Si Byrnes a demandé l'indépendance de l'Autriche, ce n'est pas pour des raisons d'ordre impérialiste ou militaire, mais parce que *l'Autriche offre un terrain particulièrement propice à l'expansion industrielle des Etats-Unis.* L'Autriche ne peut que bénéficier de l'intérêt permanent des Etats-Unis, ce qui lui permettra enfin de s'engager dans la voie du redressement; c'est l'Autriche qui offre la plateforme la plus favorable au rétablissement de relations avec le Nord et le Sud, relations économiques dont les Etats-Unis — pour lesquels l'espace est déterminant — espèrent qu'il permettra de réparer les dégâts causés par la guerre et les conséquences des crimes de guerre.

Ces constatations ont paru dans un article intitulé « La Russie à la croisée des chemins ». Etant donné les intentions que traduit cette étude, les Alliés ne seraient-ils pas bien inspirés de se demander s'ils ne sont pas, eux aussi, à la croisée des chemins et de mettre fin, dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité, à la tragique alternative qu'implique la situation que nous venons d'exposer?